

# Le retour de Dominique Drion

Le temps s'est figé à Liège. À l'approche des élections, il n'est plus question de redéfinir le périmètre de Nethys. D'anciennes figures politiques réapparaissent.

PAR MARIE-CÉCILE ROYEN

Chassez-les par la porte, ils reviennent pas la fenêtre : les acteurs secondaires de la galaxie Tecteo/Nethys n'ont pas disparu du ciel liégeois, pas plus que les prima donna. Prenez Dominique Drion, démissionnaire de tous ses mandats liés au CDH en décembre 2017, un an après la révélation du scandale Publifin. Il est administrateur non rémunéré de Publifin et rémunéré pour ses prestations comme vice-président d'Ogeo Fund et administrateur de la Socofe, les places fortes financière et énergétique Groupe Province de Liège, comme le nomme le Centre de recherche et d'information sociopolitiques (Crisp). Mais à titre privé, et non plus sous la casaque orange. L'avocat liégeois vient, en effet, de réapparaître dans le CA de la SA Le Travailleur chez lui (TCL) et de la SCRL Credis, deux sociétés passées en 2010 dans le giron de Nethys, lors de la fusion-absorption de l'Association liégeoise du gaz.

Créée en 1929 pour favoriser l'accès au logement social des travailleurs de la région liégeoise, la TCL distribue aujourd'hui les produits de la Société wallonne du crédit social, raison pour laquelle elle compte dans ses rangs un représentant de la Région wallonne désigné par le gouvernement, Marc Sombrefre, par ailleurs, secrétaire de la fédération liégeoise du PS. Située à la même adresse liégeoise que TCL, Credis est une société coopérative de crédits personnels et hypothécaires fondée en 1925. En juillet 2016, elle a repris 85 % de l'Intégrale Luxembourg (fonds de pension), 15 % restant aux mains de l'ancienne maison-mère, l'Intégrale, dont Nethys avait pris le contrôle début 2016. « L'Intégrale a dû se séparer de l'Intégrale Luxembourg pour se conformer aux exigences de la Banque nationale de Belgique en matière de solvabilité », rappelle, au Vif/L'Express, Pol Heyse, président de Credis et bras droit de Stéphane Moreau, patron du groupe Nethys. Après le scandale Publifin, ce dernier s'est invité dans le conseil d'administration de plusieurs filiales de son groupe. Il préside entre autres aux destinées de l'Intégrale Luxembourg, alors qu'il a été sorti d'Ogeo Fund par la FSMA, le gardien

des services et marchés financiers, qui lui a retiré le label « fit and proper ». Au Luxembourg, Moreau échappe au contrôle de la Région wallonne en matière de rémunération et de gouvernance. **Va-et-vient incessants** Revenons à Dominique Drion. S'il a bien présenté sa démission du conseil d'administration de Travailleur chez lui le 15 mars 2017 (il y siégeait depuis 2011), il a proposé de rester « à la disposition de la société pour le suivi de certains dossiers », ce que le conseil d'administration a accepté à l'unanimité. Sa démission a été ratifiée par l'assemblée générale du 18 mai 2017. Ont été redésignés comme administrateurs Bénédicte Bayer, Walther Herben (président), Pol Heyse et Roger Sobry (vice-président). L'éclipse de l'ancien mandataire CDH a cependant été de courte durée. Le 30 juillet dernier, il a été réintégré au conseil d'administration de TCL, avec le titre de vice-président.

**«AU LUXEMBOURG, MOREAU ÉCHAPPE AU CONTRÔLE DE LA RÉGION WALLONNE.»**

Du côté de Credis, actionnaire principal de l'Intégrale Luxembourg, il y a eu aussi du mouvement. Le 15 mars 2017, Dominique Drion a présenté sa démission de ses fonctions d'administrateur. Suivi, le 14 décembre, par Marc Beyens, ancien dirigeant d'Ogeo Fund, privé depuis longtemps de sa qualité de « fit and proper » par la FSMA. Le 29 mai dernier, l'assemblée générale nomme ou renomme Bénédicte Bayer, Pol Heyse (président), Gil Simon et Roger Sobry. Il faudra attendre le 10 juillet pour que Dominique Drion remonte dans le bateau, en remplacement de Gil Simon, démissionnaire. « Il a son expertise d'avocat en matière de recouvrement des créances », souligne le président Pol Heyse.

Ces remaniements mettent en lumière des gestionnaires moins connus de l'empire Nethys. D'abord Walther Herben, autrefois très proche de Michel Daerden, fin connaisseur des affaires politico-économiques liégeoises. Entré au service de la commune d'Ans en 1974, il en a été le directeur général (secrétaire communal) pendant vingt-huit ans. En juin der-

nier, il a remis son tablier, un an avant sa pension, en vue de « pousser la liste socialiste aux élections communales du 14 octobre », a-t-il expliqué aux journalistes.

Ensuite Roger Sobry, proche de Daniel Bacquelaine, ministre fédéral des Pensions et patron de la fédération liégeoise du MR dont on dit que le frère aîné et promoteur immobilier, Yves Bacquelaine, déjà associé à Ogeo Fund, pourrait être le prochain président de Liège Airport. Après les élections de 2019, Yves Bacquelaine succéderait à Marie-Dominique Simonet, démissionnaire, à laquelle le CDH n'a pas cherché de remplaçant, laissant le vice-président José Happart (PS) faire fonction. Roger Sobry est un technicien de l'ancienne Tecteo. Du temps où il était le patron du MR liégeois, Didier Reynders lui avait interdit de se commettre dans Ogeo Fund, où s'est finalement installé François-Xavier de Donnea, pistonné par Louis Michel.

## Pause dans les réformes

Reste Marc Sombrefre. Un homme de l'ombre, rouage essentiel de la fédération liégeoise du PS, dont il est le secrétaire général depuis 2008 : une fonction qui revient toujours à un homme choisi par le PS de Seraing. Cet ancien conseiller communal de Flémalle est administrateur de la SA Travailleur chez lui depuis 2013. Il a exercé d'autres mandats rémunérés de poids (Socolie, hôpital de la Citadelle, Aide, Interseniors). En 2017, d'après Cumuleo, il n'est plus que vice-président d'Interseniors (neuf maisons de retraite de la région liégeoise) et administrateur de TCL. Arrivant à l'âge de la pension, Marc Sombrefre a été prolongé au secrétariat de la « fédé » jusqu'après les communales. Un homme indispensable dans le contexte actuel.

Voici quelques mois, les spéculations allaient bon train sur le devenir du groupe Nethys. Il était question de revendre ses activités dites concurrentielles (pôle communication, assurances, aéroport). Une chimère ? À l'approche des élections et d'un possible rapprochement MR-PS, les ambitions réformatrices du gouvernement wallon MR-CDH se satisfont désormais de la diminution des rémunérations des cadres surpayés (fait) et de l'autonomisation de Resa (en cours). Pour la définition du périmètre de l'entreprise, aucune deadline n'a été fixée. ▀